

PRÉFET D'INDRE-ET-LOIRE

PRÉFECTURE

**DIRECTION DES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES
ET DE L'AMÉNAGEMENT**

Bureau de l'aménagement du
territoire et des installations classées

Affaire suivie par :
Sylvie MERCERON
☎ : 02.47.33.12.43
Fax direction : 02.47.64.76.69
Mél : sylvie.merceron@indre-et-loire.gouv.fr

H:\merceron.sylvie\CSS\ST PIERRE
DES CORPS\renouvellement
2015\PROJET ARRETE PORTANT
RENOUVELLEMENT MEMBRES
CSS définitif.odt

ARRETE

**portant renouvellement partiel des membres de la
Commission de Suivi de Site sur les bassins industriels
des établissements Primagaz, CCMP et GPSPC
classés SEVESO Seuil Haut
situés sur la commune de Saint-Pierre-des-Corps**

Le Préfet d'Indre-et-Loire, Chevalier de la Légion d'Honneur ;

- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L.125-2, R. 125-8-1 à R.125-8-5 et D.125-29 à 34 ;
- VU** le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement des commissions administratives à caractère consultatif ;
- VU** le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site ;
- VU** les arrêtés préfectoraux n° 13278 du 9 janvier 1991, n° 14253 du 3 mai 1994, n° 14701 du 10 avril 1997, n° 14879 du 20 novembre 1997, n° 17616 du 3 mars 2005, n° 17870 du 5 avril 2006, n° 18075 du 21 février 2007, n° 18307 du 29 janvier 2008, n° 18337 du 18 avril 2008, n° 18378 du 21 mai 2008 et n° 19155 du 26 janvier 2012 délivrés à l'établissement Compagnie Commerciale Manutention Pétrolière (CCMP), ZI Les Yvaudières à Saint-Pierre-des-Corps ;
- VU** les arrêtés préfectoraux n° 13276 du 9 janvier 1991, n° 13504 du 22 juillet 1992, n° 14251 du 3 mai 1994, n° 14597 du 9 août 1996, n° 14705 du 10 avril 1997, n° 15212 du 25 février 1999, n° 17557 du 15 novembre 2004, n° 17872 du 10 avril 2006, n° 18023 du 11 décembre 2006, n° 18294 du 17 janvier 2008, n° 18336 du 1er avril 2008 et n° 18398 du 17 juillet 2008 délivrés à l'établissement Groupement Pétrolier de Saint- Pierre-des-Corps « Ouest », ZI Les Yvaudières à Saint -Pierre-des-Corps ;
- VU** les arrêtés préfectoraux n° 14105 du 8 octobre 1993, n° 14252 du 3 mai 1994, n° 14686 du 27 janvier 1997, n° 15213 du 25 février 1999, n° 17860 du 17 mars 2006 et n° 18505 du 19 janvier 2009 délivrés à l'établissement Groupement Pétrolier de Saint-Pierre-des Corps, « Sud », ZI Les Yvaudières à Saint-Pierre-des-Corps ;
- VU** les arrêtés préfectoraux n° 17479 du 3 août 2004, n° 17713 du 26 septembre 2005, n° 17843 du 6 février 2006, n° 18175 du 25 juillet 2007, n° 18966 du 5 mai 2011 et n° 20068 du 15 janvier 2015 délivrés à l'établissement PRIMAGAZ, Les Levées à Saint-Pierre-des-Corps ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 26 avril 2012 portant renouvellement des membres de la CSS sur les bassins industriels des établissements Primagaz, CCMP et GPSPC classés SEVESO Seuil Haut situés sur la commune de Saint-Pierre-des-Corps.

- VU la délibération du conseil municipal de Saint-Pierre-des-Corps du 2 juin 2014 ;
- VU la délibération du conseil municipal de La Ville-aux-Dames du 14 avril 2014 ;
- VU la délibération du conseil communautaire de la communauté d'agglomération Tour(s) Plus du 26 juin 2014 ;
- VU la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes de l'Est Tourangeau du 22 mai 2014 ;
- VU la délibération du conseil départemental d'Indre-et-Loire du 29 avril 2015 ;
- VU le courrier de l'association ARIAL du 25 juin 2014 ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Indre-et-Loire ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : Modification de la composition de la commission

Suite aux élections communales du 30 mars 2014 et départementales du 29 mars 2015, la composition des collèges « collectivités territoriales » et « riverains » de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2012 constituant la commission de suivi de site (CSS) prévue à l'article L. 125-2-1 du code de l'environnement, autour des établissements PRIMAGAZ, C.C.M.P. et GPSPC situés sur la commune de Saint-Pierre-des-Corps, installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation en vertu des arrêtés préfectoraux cités ci-dessus, sont modifiés comme il suit :

« **Collège «Elus des collectivités territoriales »** »

- Commune de SAINT PIERRE DES CORPS
Mme Marie-France BEAUFILS titulaire, Mme Karine CHAUVET suppléante ;
- Commune de LA VILLE AUX DAMES
Mme Jocelyne BERMONT titulaire ;
- Communauté de communes EST - TOURANGEAU
M. Claude CHARRON titulaire, Mme Martine SALMONT suppléante ;
- Communauté d'Agglomération TOUR (S) PLUS
M. Bertrand RITOURET titulaire, M. Jean-Luc GALLIOT suppléant ;
- Conseil Départemental
titulaire :
Mme Mounia HADDAD, conseillère départementale du canton de Saint-Pierre-des-Corps – Saint Avertin ;

suppléant :
M. Jean-Gérard PAUMIER , conseiller départemental du canton de Saint-Pierre-des-Corps – Saint Avertin.

»

«

Collège « riverains »

- M. Jean-Jacques LEBOEUF, riverain désigné par la commune de Saint-Pierre-des-Corps ;
- Mme Nadia GAGNER, riverain désigné par la commune de Saint-Pierre-des-Corps ;
- M. Jean-Claude COULON, riverain désigné par la commune de Saint-Pierre-des-Corps ;
- M. Alain DENIAU, riverain désigné par la commune de La Ville-aux-Dames ;
- M. Michel RENOU, représentant l'association AQUAVIT ;
- M. Claude PRINET – titulaire – M. Laurent LACROIX – suppléant - représentants l'association ARIAL ;
- M. Gérard Van OOST, représentant l'association SEPANT.

»

Le reste sans changement

Article 2 – Durée du mandat

Le mandat des membres désignés à l'article 1^{er} du présent arrêté est fixée jusqu'au 26 avril 2017.

Article 3 – délais et voies de recours

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour ses membres et de sa publication pour les tiers, d'un recours administratif auprès du préfet d'Indre-et-Loire ou du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie ainsi que d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1.

Article 4 - publication

Le présent arrêté fait l'objet d'une mention au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département et sera affiché pendant au moins un mois dans chacune des mairies des communes concernées.

Article 5 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à chaque membre de la commission de suivi de site.

Fait à Tours, le 5 OCT 2015

Le Préfet,


Louis LE FRANC